

décembre 2006

Le questionnement sur l'Otan n'est certes pas inédit, il se mène depuis sa création, avec le Traité de l'Atlantique Nord en 1949, il s'est poursuivi à des degrés divers lors de la guerre froide, il a pris une acuité nouvelle avec les bouleversements géopolitiques intervenus début des années 90, il a rebondi périodiquement dans le cadre de la crise ouverte des relations transatlantiques. Le Sommet de l'Organisation des 28 et 29 novembre 2006 à Riga, ouvre sans aucun doute une opportunité pour le relancer.

Il est extrêmement rare qu'une alliance nouée dans des conditions historiques spécifiques, pour un objectif extrêmement précis, perdure dans un cadre totalement différent. Quelles raisons peut-on avancer ? Pour la réflexion, il est possible d'avancer l'influence exercée par la puissance américaine, aujourd'hui dans le monde, et son leadership dans l'Organisation. En lien, on notera les facultés d'adaptation de l'Otan aux nouvelles réalités stratégiques, amorçant, réforme après réforme, une mutation conduisant à son renforcement à l'Est du continent européen, à l'élargissement de sa zone d'action et de ses missions. Les étapes principales furent, celle de l'immédiat après –guerre froide et celle des conséquences des attentats du 11 septembre 2001. Comment interpréter ces évolutions du paysage otanien alors que dans le même temps se dessinaient des contradictions entre les Etats-Unis et certains de leurs alliés européens ? En effet, des questions se posent, la grille de lecture du monde contemporain, des nouvelles menaces et des moyens à employer pour y faire face seraient-elles identique entre les pays des deux rives de l'Atlantique ? Une structure comme l'Otan serait-elle la mieux adaptée au dialogue euro-américain ? Ce dernier peut-il être considéré comme primordial, sinon exclusif dans le monde actuel ? Si non pourquoi ces compromis ? Serait-il possible de concilier un leadership des Etats-Unis sur l'Organisation avec une autonomisation politique européenne en matière décisionnelle ? Croit-on possible un rééquilibrage de direction ? L'Otan peut-elle être à la fois une caisse de résonance ou d'influence pour les Etats-Unis et dans le même temps l'instrument d'une certaine « neutralisation » de l'Amérique ? Ce sont là des interrogations à traiter.

Une question bien évidemment hante le débat : quel devenir pour l'Otan ? En effet Américains et Européens, du moins pour ces derniers, certains d'entre eux, n'apportent pas de réponses nécessairement identiques, bien que les divergences exprimées soient très souvent feutrées. Ainsi l'Otan doit-elle devenir, comme l'évoque son secrétaire général, Jaap De Hoops Sheffer, en reflétant une vision américaine, une organisation globale à vocation « d'exporter la sécurité tout azimut » ? Conçue ainsi l'Otan deviendrait une organisation de sécurité collective, un outil multifonctions dans un large rapport d'influence. Quels seraient sa place et ses rapports vis à vis de l'Organisation des Nations Unies ? On sait qu'une telle orientation fut déjà exprimée lors du Sommet de Washington en 1999 et que, si des réserves importantes avaient été émises par plusieurs pays, dont la France, le concept laissant ouvert cette évolution fut néanmoins adopté à l'unanimité, sans doute par crainte d'une rupture avec les Etats-Unis, et pour sauvegarder l'Otan. Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Bien que contraignante, du fait du leadership étatsunien exercé dans son fonctionnement et ses orientations, même si des contestations se font jour, aucun pays n'envisage présentement son retrait de l'Organisation, d'autant que de nombreux autres pays frappent à la porte pour y entrer. Pense-t-on possible, comme cela est avancé parfois, de renégocier un nouvel accord stratégique créant un nouvel équilibre au profit des Européens au sein de l'Otan, en pensant que la présence de 19 membres de l'Union européenne sur 26 le permettrait ? On sait que les

Européens sont loin d'être unanimes à ce sujet. A défaut penser possible à brèves échéances une dissolution de l'Otan, est-ce réaliste ? Alors l'Otan est-elle dépassable ? Si oui, comment ? En offrant quelle alternative ? L'Union européenne n'a-t-elle pas la possibilité d'affirmer une autonomie stratégique, non pour faire contre-poids aux Etats-Unis, mais comme acteur dans un rôle de médiation ouverte sur le monde ? A cet égard, sans exclure un relationnel avec les Etats-Unis, qui semble incontournable au regard de la place qu'ils tiennent aujourd'hui, ne convient-il pas d'exclure un lien privilégié qui conduit les Européens à s'inscrire comme partenaires associés ou comme opposants circonstanciels à la politique unilatérale américaine ? La voie pour sortir de ce carcan présentement privilégié n'est-elle pas de nouer de nouvelles coopérations tant européennes, qu'internationales en faveur de la sécurité, en termes qui ne soient pas exclusivement d'ordre militaire ? A défaut d'empressement des Etats à s'engager dans une telle voie, ne peut-on envisager une intervention encore plus forte des opinions publiques dans les pays européens, lesquelles ont montré, en particulier lors de la crise irakienne, leur volonté de voir l'Europe se dégager de la tutelle américaine pour s'inscrire dans ce sens ?

Ce ne sont là que quelques questions, bien évidemment non exhaustives et que l'on trouvera sans doute quelque peu orientées, mais elles n'ont pour seule ambition que de susciter un débat le plus large possible, car il est nécessaire et urgent compte-tenu des enjeux. Pour ce qui le concerne l'I.D.R.P. envisage de le favoriser.

Jacques Le Dauphin,  
Directeur de l'I.D.R.P.

A signaler quelques études récentes :

- § *André Dumoulin : « Un mois avant Riga » - « Politique étrangère » - IFRI n° 3/06*
- § *Dossier : « L'Otan avant le Sommet de Riga » - « Défense nationale et sécurité collective » - 11/06*